

COMMUNIQUÉ  
DE PRESSE

# La République ne traite pas ainsi les exilé.e.s

**Contact presse**

Marie-Sophie Thiroux  
06 20 30 13 65  
msthiroux@laligue.org

Lundi soir, 23 novembre 2020, place de la République à Paris, où était la République ? Les forces de police, sans doute sur ordre du préfet, ont brutalisé les exilé.e.s qui s'y étaient rassemblés avec les associations et les élus qui les soutiennent. Encore plus démunis et à la rue depuis le démantèlement quelques jours auparavant de leur pauvre campement en Seine Saint-Denis, les exilé.e.s entendaient trouver refuge dans un nouveau campement sur cette place symbolique du combat pour « les droits de l'Homme et du citoyen ». Ils y ont été traités de manière indigne de ces droits, ainsi que la population venue les soutenir et les journalistes molestés qui y faisaient leur travail.

La Ligue de l'enseignement condamne de telles pratiques : ce sont elles qui choquent et non les images qui en témoignent.

A l'heure où le gouvernement soumet à la consultation et au parlement une « loi confortant les principes républicains », comment ces principes et les valeurs qui en découlent peuvent-ils être promus et partagés alors qu'une politique publique les contredit ? Comment, notamment, les éducateurs peuvent-ils faire leur travail de transmission de ces principes et valeurs avec sérénité et efficacité ? Comment continuer à convaincre que la liberté, l'égalité et la fraternité sont le ciment de notre vivre en commun alors que la liberté de manifester et l'égalité des droits sont si malmenés ? Comment la fraternité peut-elle être la qualité de nos relations dans la cité alors que l'hospitalité à l'égard des exilé.es est bafouée ?

Quand les valeurs démocratiques sont disqualifiées par des agissements indignes, c'est la République qui prend le risque de se disqualifier. Et la Ligue de l'enseignement sait, comme beaucoup, que c'est aux actes qui les incarnent que les principes républicains seront confortés.